

L'Union pare au plus pressé face à la crise migratoire

Union européenne Les Etats membres se sont engagés à prendre des mesures urgentes pour aider l'Italie.

A l'heure où les Etats membres commencent à voir la lumière au bout du tunnel et tourner la page d'une Union en polycrises, l'Italie a vite fait de les ramener les pieds sur terre. Rome a tiré la sonnette d'alarme face aux milliers de migrants qui arrivent, toujours plus nombreux, sur ses côtes depuis la Libye. Rien qu'entre le 25 et 27 juin, plus de 13 500 personnes ont été secourues en Méditerranée, faisant ressurgir le souvenir de l'apogée de la crise migratoire de 2015, qui a profondément divisé les Vingt-huit. Ce jeudi, les ministres européens des Affaires intérieures se sont réunis à Tallinn, capitale de l'Estonie qui assure la présidence tournante du Conseil de l'UE. Au menu des discussions : le "plan d'action" proposé en urgence par la Commission européenne, après que Rome a menacé de fermer ses ports refusant de devenir un camp migratoire à ciel ouvert – d'autant que l'Autriche envisage de rétablir les contrôles et déployer des soldats à sa frontière avec l'Italie si l'afflux migratoire ne ralentit pas.

"La situation en Méditerranée centrale et la pression qui en résulte sur l'Italie étaient une source de très grande préoccupation pour tous les Etats membres", peut-on lire dans une déclaration issue à la fin cette réunion informelle. Le *"plan d'action de la Commission a reçu un large soutien"*, observe une source européenne.

Les solutions proposées ont de quoi plaire aux plus récalcitrants des Etats membres, puisqu'elles visent surtout à limiter autant que possible les arrivées vers les côtes européennes et, ensuite, à les contenir et mieux les gérer en Italie, à défaut de parvenir à doter l'Union d'une politique commune d'asile. *"Les problèmes de la crise se situent tout le long de la route migratoire, au niveau des pays de départ, des pays de transit, de l'embarquement en Libye, de la traversée, de l'accueil en Italie et de la relocalisation vers d'autres Etats. Mais certains ne peuvent pas être résolus à court terme. On se concentre sur la traversée de la Méditerranée et l'accueil en Italie"*, résume un diplomate.

Ainsi, les appels de Rome à ouvrir les ports d'autres pays européens, comme la France et l'Espagne, aux migrants secourus en mer sont-ils restés lettre morte. La Commission propose par contre de verser 35 millions d'euros à l'Italie pour la gestion des mi-

grations.

Empêcher les migrants d'atteindre l'UE

L'objectif premier semble surtout de dissuader les migrants de s'aventurer vers le Vieux Continent. L'Union européenne mise sur la coopération avec les pays d'origine et, surtout, avec la Libye, un pays pourtant en proie au chaos et où les migrants sont soumis à nombre de traitements inhumains, comme l'indique le rapport d'Amnesty International publié ce jeudi. Les ministres des Affaires étrangères de pays européens et de pays africains d'origine et de transit réunis jeudi à Rome ont évoqué des pistes pour bloquer le flux des migrants au sud de la Libye, bien avant la Méditerranée. Tandis que la Commission entend renforcer les capacités des autorités libyennes grâce à un projet de 46 millions d'euros et soutenir la création, en Libye, d'un centre de coordination et de sauvetage maritime. Entendez : rendre les garde-côtes libyens capables d'intercepter les migrants avant qu'ils ne quittent les eaux territoriales du pays et les ramener en Libye.

Pour ce qui est des personnes qui parviennent malgré tout à prendre le large vers l'Europe, les Etats membres se sont réjouis de la volonté de Rome de mettre de l'ordre dans les opérations de sauvetage menées par des ONG, qui devront "adhérer à des règles" établies dans "un code de conduite". Depuis janvier 2017, 35 % des migrants secourus en mer le sont grâce à ces organisations, seuls 8 % étant sauvés dans le cadre de l'opération européenne Sophia, dont l'objectif est de lutter contre les passeurs.

Coordonner ses opérations, ne pas s'aventurer dans les eaux territoriales libyennes, transmettre en permanence sa position ou encore fournir des informations sur l'équipage et ses sources de financement sont autant d'exigences que l'Italie voudrait imposer aux ONG pour continuer à leur donner accès à ses ports. Or, SOS Méditerranée, qui mène des opérations de sauvetage depuis 2016, précise que ces règles sont déjà en grande partie appliquées et s'étonne de voir qu'un durcissement de ton face aux ONG soit

une priorité des Européens pour répondre à cette crise humanitaire. *"On se trompe de débat en se concentrant là-dessus. Notre objectif n'est que celui de sauver des vies humaines et donc de pallier aux défaillances des Etats européens. On détourne l'attention vers les humanitaires, qui deviennent des boucs émissaires"*, observe Mathilde Auvillain, responsable communication de l'association. *"Il est légitime de vouloir connaître le financement des ONG. Mais personne ne semble tiquer sur le fait que l'UE, qui manque à son devoir de sauver des vies en mer, veut verser des millions d'euros à la Libye, où il n'y a pas de structure étatique digne de ce nom et qui n'est pas signataire de la Convention de Genève sur la protection des réfugiés."*

Maria Udrescu

13 500

Migrants ont été secourus en Méditerranée

Entre le 25 et le 27 juin 2017.